

Hong Kong : la montée de l'autoritarisme

vendredi 31 juillet 2020, par [AFP](#), [Reuters](#) (Date de rédaction antérieure : 31 juillet 2020).

Sommaire

- [Quatre étudiants soupçonnés «](#)
- [Législatives à Hongkong \(...\)](#)
- [A Hongkong, des législatives](#)
- [Rejet de la candidature \(...\)](#)

Quatre étudiants soupçonnés « d'incitation à la sécession » arrêtés à Hongkong

par AFP (30 juillet)

Quatre étudiants de Hongkong membres d'un groupe indépendantiste récemment dissous ont été arrêtés par la police, mercredi 29 juillet, dans le cadre de la nouvelle loi controversée sur la sécurité nationale, a-t-on appris auprès du groupe et des forces de sécurité. Il s'agit des premières arrestations visant des figures politiques publiques depuis l'entrée en vigueur de cette loi, imposée par Pékin à son territoire semi-autonome le 30 juin dernier.

Les quatre étudiants arrêtés - trois hommes et une femme âgés de 16 à 21 ans - sont soupçonnés d'« organisation et d'incitation à la sécession », selon la police.

« *Nos sources et notre enquête montrent que le groupe a récemment annoncé sur les réseaux sociaux la création d'une organisation qui prône l'indépendance de Hongkong* », a précisé aux journalistes Li Kwai-wah, un officier membre de la nouvelle unité de sécurité nationale créée au sein de la police hongkongaise.

« **Réduire au silence la dissidence** »

Dans un communiqué, Student Localism, un groupe prônant l'indépendance et dissous en juin, a fait savoir que son ancien dirigeant Tony Chung, 19 ans, faisait partie des personnes arrêtées. Deux autres anciens membres du groupe ont été identifiés par des responsables politiques et des médias locaux.

La loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin sanctionne « *la subversion, la sécession, le terrorisme et la collusion avec les forces étrangères* ». Elle fait craindre à l'opposition pro-démocratie locale un grave recul des libertés en vigueur dans l'ancienne colonie britannique de 7,5 millions d'habitants, rétrocédée à la Chine en 1997.

Les récents abus « *de cette loi draconienne montrent clairement que l'objectif est de réduire au silence la dissidence, et non de protéger la sécurité nationale* », a réagi Sophie Richardson, directrice de recherches sur la Chine à Human Rights Watch, après les dernières arrestations.

Opinions illégales

Les détails de la nouvelle loi, qui contourne le conseil législatif local, ont été gardés secrets jusqu'à sa promulgation. Du jour au lendemain, certaines opinions, notamment celles prônant l'indépendance ou une plus grande autonomie du territoire, sont devenues illégales.

Les premières arrestations qui ont suivi la promulgation de la loi ont ciblé des personnes possédant des drapeaux indépendantistes.

C'est la police hongkongaise qui a procédé aux arrestations de mercredi. La nouvelle loi permet toutefois pour la première fois aux agents de sécurité chinois d'intervenir ouvertement dans l'ancienne colonie britannique.

Législatives à Hongkong : les candidatures de douze militants pro-démocratie disqualifiées

par AFP (30 juillet)

La candidature de Joshua Wong, figure du « Mouvement des parapluies », a notamment été invalidée pour ces élections. Pékin a salué cette décision, qualifiant ces candidats de « délinquants ».

Les candidatures aux législatives hongkongaises de douze militants pro-démocratie, parmi lesquels Joshua Wong, figure du « Mouvement des parapluies », ont été invalidées, ont annoncé, jeudi 30 juillet, les candidats recalés. Ils ont dénoncé un « mépris total » de Pékin envers les Hongkongais. La Chine a rapidement salué la disqualification des « délinquants » du processus électoral.

Les Hongkongais sont appelés aux urnes début septembre pour des élections au Conseil législatif (LegCo, le Parlement local) cruciales, neuf mois après le triomphe du mouvement pro-démocratie aux élections locales, alors que l'ex-colonie britannique a vécu en 2019 sa pire crise politique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997.

« Je viens juste d'être disqualifié pour les élections au LegCo, alors que j'étais le plus grand vainqueur des primaires », a annoncé dans un tweet Joshua Wong, qui avait été le visage du « Mouvement des parapluies » en 2014.

Plus de 600 000 Hongkongais ont participé à la mi-juillet aux primaires organisées par les partis du camp pro-démocratie dans la ville de 7,5 millions d'habitants.

La veille, mercredi 29 juillet, la police de Hongkong a arrêté quatre étudiants d'un mouvement indépendantiste dans le cadre de la nouvelle loi controversée sur la sécurité nationale, imposée par Pékin à son territoire semi-autonome le 30 juin.

« La mesure de répression la plus importante »

« Pékin fait preuve d'un mépris total à l'égard de la volonté des Hongkongais, foule aux pieds (...) l'autonomie de la ville et cherche à maintenir le Parlement hongkongais sous son joug », a ajouté M. Wong.

Il a dénoncé « la mesure de répression la plus importante » contre le camp pro-démocratie, en expliquant que les autorités avaient disqualifié « presque tous les candidats pro-démocratie, depuis les groupes progressistes les plus récents aux partis modérés traditionnels ».

« Le gouvernement hongkongais soutient la décision (...) d'invalider douze candidatures aux élections au conseil législatif », a-t-il annoncé dans un communiqué.

Plusieurs des candidats recalés ont confirmé sur les réseaux sociaux ces invalidations, et notamment certaines figures comme Gwyneth Ho, Lester Shum, Tiffany Yuen et Fergus Leung.

Le Parti civique, l'une des formations les plus en vue de la mouvance pro-démocratie, a annoncé que

quatre de ses membres n'avaient pas été autorisés à se présenter : Alvin Yeung, Dennis Kwok, Kwok Ka-ki et Cheng Tat-hung.

Triomphe pro-démocratie lors des dernières élections

Le LegCo compte 70 membres désignés selon un système alambiqué qui garantit presque à coup sûr une majorité au bloc pro-Pékin.

Seuls trente-cinq sont élus au suffrage universel direct, les autres étant principalement désignés par des groupes socioprofessionnels acquis à la Chine continentale. Mais les mouvements pro-démocratie espéraient traduire à nouveau dans les urnes le succès de leur extraordinaire mobilisation de l'an passé.

Hongkong a été le théâtre pendant six mois de manifestations quasi quotidiennes pour défendre les libertés et dénoncer les ingérences de la Chine dans les affaires de sa région semi-autonome. La popularité de ces revendications s'est confirmée lors des élections locales de novembre 2019 marquées par un triomphe du camp pro-démocratie qui a pris le contrôle de dix-sept des dix-huit districts du territoire.

Plus récemment, la loi sur la sécurité nationale, imposée par Pékin en réponse à ces contestations politiques, a réduit sensiblement la liberté politique sur le territoire en sanctionnant « *la subversion, la sécession, le terrorisme et la collusion avec les forces étrangères* ».

A Hongkong, des législatives repoussées et la colère du camp du camp prodémocratie

Par AFP et Reuters (31 juillet)

Le gouvernement, qui justifie ce report par la hausse des cas de coronavirus, a aussi rejeté la candidature de douze candidats d'opposition.

Carrie Lam, dirigeante de l'exécutif hongkongais nommée par Pékin, a annoncé vendredi 31 juillet le report des élections législatives qui étaient prévues en septembre, en raison de la hausse des cas de coronavirus. Ces élections devaient permettre en septembre de renouveler le Conseil législatif (Legco, le Parlement). « *J'annonce aujourd'hui la décision la plus difficile de ces sept derniers mois (...) qui est de reporter les élections au Conseil législatif* », a-t-elle dit.

Hongkong a recensé plus de 3 000 cas de contamination par le nouveau coronavirus depuis janvier, avec un record quotidien de 149 nouvelles infections signalées jeudi. Plus de la moitié d'entre elles l'ont été depuis le début du mois de juillet.

Cette décision risque d'alimenter la colère du camp prodémocratie.

Un tel report risque de nuire aux espoirs de l'opposition démocrate de remporter une victoire sans précédent après l'instauration, à l'initiative de Pékin, d'une loi de sécurité nationale accusée par ses détracteurs de saper les libertés des habitants.

Après sa large victoire aux élections organisées au niveau des districts de la ville en fin d'année dernière, l'opposition espère maintenir cette dynamique créée par le vaste mouvement de contestation contre l'exécutif local et le pouvoir chinois en 2019. Le Conseil législatif de Hongkong est élu pour moitié au suffrage direct et pour l'autre moitié au suffrage indirect favorisant des personnalités favorables à la Chine.

La Maison Blanche a condamné cet ajournement du scrutin, estimant, par la voix de son porte-

parole, que cette décision est « *la dernière d'une longue liste de promesses non tenues par Pékin qui avait promis l'autonomie et le respect des libertés aux habitants de Hongkong* ».

Pour sa part, l'Allemagne a annoncé, vendredi, sa décision de suspendre le traité d'extradition qui la liait à Hongkong, suivant ainsi une démarche de protestation déjà effectuée par le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni.

Rejet de la candidature de douze candidats d'opposition

Depuis l'instauration fin juin de la loi sur la sécurité nationale, destinée à lutter contre ce que la Chine qualifie de subversion, sécession, terrorisme et collusion avec les forces étrangères, la pression s'est intensifiée sur les défenseurs de la démocratie à Hongkong.

Beaucoup d'opposants avaient présenté cette loi comme le dernier clou sur le cercueil du principe « un pays, deux systèmes », qui était censé garantir jusqu'en 2047 des libertés inconnues ailleurs en Chine continentale. Les semaines qui ont suivi son adoption ont confirmé la crispation brutale, avec une répression contre les militants démocrates.

Dernier exemple en date, douze candidats d'opposition, dont le jeune militant Joshua Wong mais aussi des personnalités davantage installées et plus modérées, ont vu leur candidature rejetée jeudi au motif, selon l'exécutif local, de leurs intentions subversives liées à leur hostilité à la loi sur la sécurité nationale. Le gouvernement dément toute censure ou atteinte au droit de candidature.

« *Notre résistance se poursuivra et nous espérons que le monde se tiendra à nos côtés dans les batailles à venir* », a déclaré vendredi matin lors d'une conférence de presse Joshua Wong, qui avait en 2014 été le visage du « mouvement des parapluies ». « *C'est sans aucun doute la période de fraude électorale la plus scandaleuse de l'histoire de Hongkong* », a déclaré celui que les autorités avaient déjà empêché de se présenter aux élections locales de novembre, au cours desquelles le camp prodémocratie avait triomphé.

L'opposition espérait capitaliser sur la popularité de la contestation

Dans un communiqué, l'exécutif a dressé une longue liste des raisons de ces disqualifications, citant le fait que certains candidats aient critiqué la loi sur la sécurité ou refusé de reconnaître la souveraineté chinoise.

Plus ubuesque, il a reproché à certains le fait qu'ils aient l'intention de conquérir la majorité au LegCo.

Le camp prodémocratie espérait en effet capitaliser sur la popularité de la contestation de l'an passé, et sur son succès aux scrutins locaux en novembre, pour obtenir pour la première fois la majorité dans une chambre qui est ainsi composée qu'elle penche normalement quasi automatiquement du côté des pro-Pékin.

Plus de 600 000 Hongkongais avaient participé mi-juillet aux primaires organisées par le camp prodémocratie dans cette ville de 7,5 millions d'habitants, une consultation largement analysée comme un grand succès populaire.